

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1968-1969.

21 MARS 1969.

Proposition de modification du Règlement du Sénat.

DEVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

L'inadaptation du parlement à l'évolution de ses tâches est manifeste.

Alors que la conception de la mission de la puissance publique s'est profondément modifiée, les chambres législatives ont conservé, à peu de chose près, les méthodes de travail qu'elles avaient adoptées en 1831 pour accomplir leur œuvre législative et pour exercer le contrôle sur l'exécutif, par le vote des budgets et par l'interpellation.

Et cependant, combien profonds furent les changements intervenus.

En 1831, l'Etat se devait d'intervenir dans le moins de domaines possible. L'exécutif ne se préoccupait que de cinq secteurs de la vie sociale, secteurs représentés par les cinq ministères existant à l'origine de notre indépendance : l'Intérieur, la Justice, les Finances, la Guerre et les Affaires étrangères.

L'évolution allait commander un interventionnisme grandissant de l'Etat dans les matières les plus diverses : instruction publique, infrastructure, protection des travailleurs, santé publique, économie... L'exécutif s'adapta à ses nouvelles missions. De nouveaux ministères virent successivement le jour : l'Instruction publique, l'Agriculture, le Travail et la Prévoyance sociale, les Travaux publics, les Affaires économiques, les Communications et P.T.T., la Santé publique, les Classes moyennes, etc... Des scissions, souvent malheureuses, accompagnèrent une spécialisation qui, elle, était nécessaire. Faute d'avoir recouru à l'institution

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1968-1969.

21 MAART 1969.

Voorstel tot wijziging van het Reglement van de Senaat.

TOELICHTING

MIJNE HEREN.

Het is voldoende bekend dat het Parlement zich niet heeft aangepast aan de ontwikkeling van zijn taken.

Terwijl de opvatting over de opdracht van de openbare macht diepgaand werd gewijzigd, hebben de wetgevende kamers, behoudens enkele onbelangrijke wijzigingen, de werkmethode bewaard die zij in 1831 tot stand brachten om hun wetgevende taak uit te oefenen en om de controle op de uitvoerende macht te verzekeren, langs de stemming van de begrotingen en de interpellatie.

Doch welke diepgaande wijzigingen zijn sedertdien niet ingetreden !

In 1831 diende de Staat zijn tussenkomst tot zo weinig mogelijk domeinen te beperken. De uitvoerende macht hield zich slechts bezig met vijf sectoren van het maatschappelijk leven, die men terugvond in de vijf ministeries die bij het begin van onze onafhankelijkheid werden opgericht : Binnenlandse Zaken, Justitie, Financiën, Oorlog en Buitenlandse Zaken.

De maatschappelijke ontwikkeling vergde echter een steeds toenemende tussenkomst van de Staat in de meest verschillende materies : openbaar onderwijs, infrastructuur, bescherming van de werknemers, volksgezondheid, economie... De uitvoerende macht paste zich aan haar nieuwe taak aan. Achtereenvolgens werden nieuwe ministeries opgericht : Openbaar Onderwijs, Landbouw, Arbeid en Sociale Voorzorg, Openbare Werken, Economische Zaken, Verkeerswezen en P.T.T., Volksgezondheid, Middenstand, enz... Met deze specialisatie, die voorzeker noodzakelijk was, gingen echter soms ongelukkige splitsingen gepaard.

des secrétaires d'Etat, la structure gouvernementale s'est développée à l'excès, entraînant un morcellement souvent incohérent de l'administration. Ceci est cause de nombreux doubles emplois, entraîne des lenteurs inutiles et disperse les responsabilités.

Le travail auquel le parlement doit faire face a considérablement augmenté en volume. Quelques chiffres donneront la mesure de cette croissance, de 1831 à 1866 et, un siècle plus tard, à 1966.

Nombre de projets déposés ou transmis d'une chambre à l'autre :

1831-1832 : 75;
1866-1867 : 113;
1966-1967 : 179.

Nombre de propositions déposées :

1866-1867 : 2;
1966-1967 : 174.

Nombre de budgets votés :

1831-1832 : 5;
1866-1867 : 11;
1966-1967 : 23.

Ce sont surtout les interpellations qui se sont multipliées. Elles encombrant l'ordre du jour des assemblées et ne portent souvent que sur des problèmes d'intérêt mineur.

Au cours de la session 1866-1867, la Chambre entendit 10 interpellations et le Sénat 3, donc 13 au total.

Un siècle plus tard, pendant la session 1966-1967, 93 interpellations furent développées à la Chambre et 31 au Sénat, soit au total 124.

Deux chiffres également pour donner la mesure de la croissance de l'administration de l'Etat. Celle-ci était assurée par environ 17.400 fonctionnaires et agents en 1867. Cent ans plus tard, ce nombre atteint 237.884, sans compter les agents des parastataux.

Il est évident que le travail parlementaire, tel qu'il est encore pratiqué aujourd'hui tant en séance publique qu'en commission, pouvait être efficace et satisfaire aux exigences du 19^e siècle. Depuis quelques années, faute de s'être adapté au développement de la situation, le système grince de plus en plus.

Que peut-on constater ?

Que, malgré le temps considérable consacré à la discussion des budgets, le contrôle parlementaire est illusoire. La discussion des budgets est surtout l'occasion de multiples interventions destinées à satisfaire de petites pressions sectorielles, professionnelles ou régionales, le plus souvent annuellement répétées.

Ingevolge het feit dat geen beroep werd gedaan op Staatssecretarissen, heeft de regeringsstructuur zich buitensporig ontwikkeld, en aldus een dikwijls onsamenvhangende versnippering van de administratie voor gevolg gehad. Dit alles is oorzaak van veelvuldig dubbel gebruik, van nutteloze vertragingen en van een splintering van verantwoordelijkheden.

Het werk, waaraan het parlement het hoofd moest bieden, is aanzienlijk toegenomen in volume. Enkele cijfers illustreren deze aangroei, van 1831 tot 1866, en een eeuw later, in 1966.

Aantal ingediende of van de ene naar de andere kamer overgezonden ontwerpen :

1831-1832 : 75;
1866-1867 : 113;
1966-1967 : 179.

Aantal ingediende wetsvoorstellen :

1866-1867 : 2;
1966-1967 : 174.

Aantal goedgekeurde begrotingen :

1831-1832 : 5;
1866-1867 : 11;
1966-1967 : 23.

Het zijn vooral de interpellaties die uitermate werden opgedreven. Zij belasten de agenda van de vergaderingen en hebben dikwijls alleen maar betrekking op problemen van ondergeschikt belang.

Tijdens de zitting 1866-1867, hoorde de Kamer 10 interpellaties en de Senaat 3, dus 13 in het totaal.

Een eeuw later, gedurende de zitting 1966-1967, werden 93 interpellaties ontwikkeld in de Kamer en 31 in de Senaat, dus in het totaal 124.

Twee cijfers nog om de omvang van de aangroei van de Rijksadministratie aan te duiden. Deze werd, in 1867, verzekerd door ongeveer 17.400 ambtenaren en agenten. Honderd jaar later, is dit cijfer gestegen tot 237.884, zonder rekening te houden met de agenten van de parastatalen.

Het is evident dat het parlementair werk, zoals het ook nog vandaag wordt verricht, zowel in openbare vergadering als in commissie, efficiënt kon zijn en aan de behoeften beantwoorden in de 19^e eeuw. Door het feit dat het systeem zich niet heeft aangepast aan de ontwikkeling van de toestand, loopt het sedert enkele jaren steeds meer en meer vast.

Wat stelt men inderdaad vast ?

Dat de parlementaire controle denkbeeldig is, ondanks de aanzienlijke tijd die aan de bespreking van de begrotingen wordt gewijd. De bespreking van de begrotingen is vooral een gelegenheid tot veelvuldige tussenkomsten bestemd om tegemoet te komen aan kleine sectoriële, professionele of regionale drukkingen en die meestal jaarlijks worden herhaald.

Que le travail législatif proprement dit se fait en commissions, mais que ce travail se poursuit à un rythme beaucoup trop lent, en raison de la nécessité pour les commissaires d'assister prétendument aux séances publiques, beaucoup trop nombreuses.

Que la multiplication d'interpellations, d'intérêt trop souvent mineur restreint encore le temps disponible du parlement.

L'absentéisme déplorable que l'on constate est dû, à notre estime, au peu d'intérêt que présentent les débats pour les quatre cinquièmes des membres.

Ce manque d'intérêt provient de ce que la plupart des questions débattues débordent la spécialisation des parlementaires.

La cause de cette absence d'intérêt provient de la dispersion des matières en un trop grand nombre de commissions permanentes.

Lorsqu'il n'y avait que cinq départements et lorsque le travail législatif était relativement limité, tout parlementaire pouvait avoir une vue d'ensemble sur les problèmes posés par le gouvernement de l'Etat, dont l'intervention était réduite.

Aujourd'hui, la matière est répartie entre une vingtaine de commissions permanentes ou spéciales. Chaque parlementaire fait partie de deux commissions. C'est dire qu'il ne peut suivre réellement que deux vingtièmes, soit un dixième du travail parlementaire, le dixième qui est de la compétence des deux commissions dont il fait partie. Les neuf autres dixièmes des matières lui échappent pratiquement. Si l'on ne suit pas le travail en commission, il est en effet presque impossible de se tenir au courant, la masse des documents à lire : budgets, projets, propositions, amendements, rapports, etc... dépasse les possibilités et les loisirs du parlementaire le plus consciencieux.

De là provient l'absence d'intérêt que la plupart des parlementaires éprouvent pour les débats relatifs aux budgets, projets et propositions soumis à d'autres commissions que celles dont ils font partie, pour les interpellations relatives aux matières qu'ils ne suivent pas particulièrement.

Il faut d'ailleurs ajouter que nombre de parlementaires ne peuvent même pas avoir une vue d'ensemble sur le secteur auquel ils s'intéressent et dans lequel ils se spécialisent. Prenons l'exemple du secteur social. Celui-ci comprend la prévoyance sociale, l'emploi et le travail, la famille et le logement, la santé publique. Mais certains problèmes sociaux sont également évoqués lorsque l'on discute d'agriculture et des classes moyennes. Très rares sont ceux qui siègent dans plus de deux commissions parmi celles qui se partagent ces matières.

La réforme que nous suggérons — et qui a été étudiée au sein des bureaux d'étude des trois grands partis — consiste à réduire de manière draconienne le nombre de séances plénières du parlement. Celles-ci n'auraient plus lieu que pour les matières présentant un intérêt majeur, débordant la spécialisation d'une des

Dat het eigenlijke wetgevende werk gebeurt in de commissies, doch dat dit werk in een veel te traag ritme verloopt, ingevolge de noodzakelijkheid voor de commissieleden om zagezegd deel te nemen aan de openbare vergaderingen, die veel te talrijk zijn.

Dat de vermenigvuldiging van de interpellaties, die al te dikwijls van ondergeschikt belang zijn, de beschikbare tijd van het Parlement nog vermindert.

Het betreurenswaardige absenteïsme dat wordt vastgesteld, is naar onze mening te wijten aan het geringe belang van de besprekingen voor de 4/5 van de leden.

Dit gebrek aan belangstelling spruit voort uit het feit dat het grootste gedeelte van de besproken problemen slechts met vrucht kan worden gevolgd door ter zake gespecialiseerden.

De oorzaak van dit gebrek aan belangstelling ligt in de versnippering van de materies in een al te groot aantal vaste commissies.

In de tijd toen er slechts vijf departementen waren en de wetgevende arbeid vrij beperkt was, kon ieder parlamentslid een globaal inzicht hebben in de problemen, die gesteld werden door het bestuur van de Staat, waarvan de tussenkomst trouwens beperkt was.

Vandaag is deze materie verdeeld over een twintigtal vaste of speciale commissies. Ieder parlamentslid maakt deel uit van twee commissies. Dit betekent dat hij in feite slechts 2/20, d.w.z. 1/10 van het parlementair werk kan volgen nl. het tiende dat behoort tot de bevoegdheid van de twee commissies waarvan hij deel uitmaakt. De negen andere tienden van de materies ontsnappen hem praktisch volledig. Wanneer men het commissiewerk niet volgt, is het inderdaad bijna onmogelijk zich op de hoogte te houden, aangezien de massa te lezen documenten, begrotingen, ontwerpen, voorstellen, amendementen, verslagen, enz... de mogelijkheden en de beschikbare tijd zelfs van de meest gewetensvolle parlementair, overtreft.

Vandaar het gebrek aan belangstelling van de meeste parlamentsleden voor de besprekingen betreffende de begrotingen, ontwerpen en voorstellen die onderworpen werden aan andere commissies dan die waarvan zij deel uitmaken, en voor de interpellaties betreffende aangelegenheden die zij niet speciaal volgen.

Men dient hieraan trouwens toe te voegen dat vele parlamentsleden zelfs geen globaal overzicht kunnen hebben van de sector waaraan zij zich interesseren en waarin zij zich specialiseren. Nemen wij bv. de sociale sector. Deze omvat de commissies van tewerkstelling, arbeid en sociale voorzorg, gezinszorg en huisvesting, volksgezondheid. Doch bepaalde sociale problemen komen eveneens te berde wanneer gehandeld wordt over landbouw en middenstand. Zeer zeldzaam zijn zij, die zetelen in meer dan twee commissies die deze materies voor hun rekening nemen.

De hervorming die wij voorstellen — en die bestudeerd werd in de schoot van de studiecentra van de drie grote partijen — bestaat erin het aantal plenaire zittingen van het parlement op drastische wijze te verminderen. De openbare zittingen zullen alleen nog gehouden worden voor de materies, die een bijzonder

cinq grandes sections permanentes dans lesquelles nous proposons d'autre part de regrouper les compétences des commissions permanentes. Les séances plénières entendraient encore les grandes interpellations d'intérêt général. C'est évidemment en séances plénières qu'auraient lieu les votes.

Ainsi demeureraient à l'ordre du jour des séances plénières : les déclarations gouvernementales, la discussion de la politique générale du gouvernement à l'occasion du vote du budget des Voies et Moyens, le plan économique, les législations très importantes ou celles dont l'objet déborde la compétence d'une section déterminée, les questions dont la Conférence des Présidents estime qu'elles doivent être débattues en séance plénière, les interpellations d'intérêt général et de portée politique mettant en cause la confiance.

Pour ne pas retarder le renvoi à l'autre chambre des matières traitées, l'assemblée se réunirait au moins une fois par semaine, par exemple le jeudi à 16 heures, pour recueillir les votes sur les budgets, projets, propositions et interpellations débattus en sections.

Pour les séances plénières ayant à connaître des matières leur réservées, il serait souhaitable que l'ordre du jour en puisse être arrêté suffisamment à l'avance de manière à permettre une meilleure organisation du travail des sections et des commissions permanentes. Dans la mesure du possible, il serait également opportun de tenir compte du calendrier des réunions du parlement européen.

La répartition des matières entre l'ordre du jour de la séance plénière et celui des sections permanentes serait assurée par la Conférence des Présidents dont les propositions devraient, il va de soi, être entérinées par l'assemblée.

La réforme proposée consiste à regrouper les commissions permanentes du Sénat en cinq sections permanentes, et ce d'après leurs attributions. Cette répartition pourrait, à titre exemplatif, être la suivante :

1. *Section économique* : affaires économiques, agriculture (1), travaux publics, classes moyennes (1), communications et P.T.T.

2. *Section scientifique* : éducation nationale, politique scientifique, culture.

3. *Section de politique extérieure* : affaires étrangères, commerce extérieur, coopération au développement, défense nationale.

(1) Ce regroupement n'exclut pas que les aspects sociaux des problèmes déferés à la commission de l'Agriculture et à celle des Classes moyennes ne soient portés devant la section sociale au sein de laquelle les commissaires de l'Agriculture et des Classes moyennes siègeraient pour la circonstance.

En règle générale, rien n'empêcherait d'ailleurs que deux sections se réunissent ensemble en cas de connexité des problèmes.

belang vertonen en de specialisatie overschrijden van één van de vijf grote vaste afdelingen binnen dewelke, naar ons voorstel, de bevoegdheden van de vaste commissies zullen gehergroepeerd worden. De openbare vergaderingen zouden ook nog alleen de grote interpellaties van algemeen belang horen. Natuurlijk zouden ook de stemmingen in openbare vergadering plaatsvinden.

Bijgevolg zouden op de agenda van de voltallige vergaderingen blijven : de regeringsverklaringen, de bespreking van de algemene politiek van de regering naar aanleiding van de goedkeuring van de begroting van 's Rijksmiddelen, het economisch plan, de zeer belangrijke wetgevingen of de wetgevingen waarvan het voorwerp de bevoegdheid van een bepaalde afdeling overschrijdt, de vragen die volgens de Conferentie van de voorzitters in openbare vergadering moeten worden behandeld, de interpellaties van algemeen belang en met een politieke draagwijdte die het vertrouwen in de regering in het gedrang brengen.

Om de verwijzing van de afgehandelde materies naar de andere kamer niet te vertragen, zou de vergadering ten minste één maal per week samenkomen, bv. de donderdag te 16 uur, om de stemmingen te verwerven over de begrotingen, ontwerpen, voorstellen en interpellaties die in de afdelingen werden behandeld.

Met het oog op een betere organisatie van de werkzaamheden in de vaste afdelingen en in de commissies, ware het wenselijk dat de agenda van de voltallige vergaderingen, die kennis dienen te nemen van de materies die haar werden voorbehouden voldoende lang vooraf zou worden vastgesteld. In de mate van het mogelijke, zou het eveneens wenselijk zijn rekening te houden met de kalender van de vergaderingen van het Europees parlement.

De verdeling van de materies tussen de agenda van de voltallige vergadering en die van de vaste afdelingen, zou worden verzekerd door de Conferentie van de Voorzitters, waarvan de voorstellen vanzelfsprekend door de vergadering dienen bekrachtigd.

De voorgestelde hervorming bestaat in een hergroepering, volgens de hem toegewezen bevoegdheden, van de vaste commissies van de Senaat in vijf vaste afdelingen. Deze verdeling zou bv. de volgende kunnen zijn :

1. *Economische afdeling* : Economische Zaken, Landbouw (1), Openbare Werken, Middenstand (1), Verkeerswezen en P.T.T.

2. *Wetenschapsafdeling* : Nationale Opvoeding, Wetenschapsbeleid, Cultuur.

3. *Afdeling Buitenlandse Politiek* : Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel, Ontwikkelingssamenwerking, Landsverdediging.

(1) Deze hergroepering sluit niet uit dat de sociale aspecten van de aan de commissies van Landbouw en Middenstand toevertrouwde problemen ook aanhangig gemaakt worden bij de sociale afdeling, waaraan de commissieleden van landbouw en middenstand voor de gelegenheid kunnen deelnemen.

In algemene regel verzet trouwens niets zich ertegen dat twee secties gezamenlijk zouden vergaderen voor aanverwante problemen.

4. *Section sociale* : prévoyance sociale, emploi et travail, famille et logement, santé publique.

5. *Section des affaires intérieures* : intérieur, justice, fonction publique, affaires générales.

Dans ce tableau, les commissions des finances et du budget ne sont pas réparties. Nous croyons, en effet, qu'après le travail en commission permanente, le passage à l'assemblée plénière est préférable pour les matières relevant de ces départements.

Après l'accomplissement de la procédure traditionnelle en commission permanente et après dépôt du rapport, c'est devant chacune de ces sections permanentes que se discuteraient, en séance publique, en présence de la presse, les budgets des départements intéressés, les projets et propositions de loi, les amendements, les interpellations relatives à des problèmes tombant sous leur compétence.

Les votes seuls seraient renvoyés à la séance plénière du Sénat.

Il va de soi que tout sénateur non membre d'une section, y aurait accès.

Par une réforme semblable, les auditoires des sections permanentes, moins vastes, auraient l'avantage de compter ceux qui s'intéressent aux matières traitées. N'est-il pas plus favorable au prestige du régime de voir analyser un budget dans une petite salle, devant une trentaine ou une quarantaine de spécialistes, plutôt que de le voir discuter dans une salle pouvant contenir cent septante-huit membres, mais dans laquelle on ne compte qu'une douzaine ou une vingtaine d'auditeurs éparpillés ?

Le principal mérite de la réforme consisterait cependant dans le temps considérable qui serait gagné pour le travail en commission. Pendant qu'une ou deux sections permanentes seraient en réunion, toutes les autres commissions permanentes pourraient poursuivre leurs travaux. Dans le régime actuel, ces dernières se réunissent au maximum une demi-journée par semaine, soit pendant environ deux heures trente. Aucun travail de longue haleine ne peut être mené à bonne fin à ce rythme.

La mise en œuvre de la réforme implique que tout membre d'une assemblée doit faire partie de deux commissions permanentes appartenant à la même section. Il serait souhaitable, par conséquent, que le Sénat procède à la désignation de commissaires suppléants comme il est pratiqué à la Chambre.

Il nous paraît indispensable de réfuter à l'avance une objection qui ne manquera pas d'être formulée. On nous dira : il n'est pas sérieux de débattre en section de projets ou de propositions de loi, de discuter d'amendements, d'entendre l'interpellateur et la réponse du gouvernement, puis de recueillir en séance plénière les votes de parlementaires qui n'ont pas assisté à ces débats. Comment pourraient-ils émettre un vote en connaissance de cause ?

4. *Sociale Afdeling* : Sociale Voorzorg, Arbeid en Tewerkstelling, Gezinszorg en Huisvesting, Volksgezondheid.

5. *Afdeling Binnenlandse Zaken* : Binnenlandse Zaken, Justitie, Openbaar Ambt, Algemene Zaken.

In deze tabel zijn de commissies voor de Financiën en voor de Begroting niet opgenomen. Wij zijn inderdaad van oordeel dat het verkieslijk is dat de materies, die tot deze departementen behoren, onmiddellijk bij de plenaire vergadering aanhangig worden gemaakt na de bespreking in de vaste commissie.

Na de afwikkeling van de traditionele procedure in de vaste commissie en na het neerleggen van het verslag, dient in ieder van de bovenvermelde vaste afdelingen de bespreking plaats te vinden, in openbare vergadering en in aanwezigheid van de pers, van de begrotingen van de betrokken departementen, de wetsontwerpen en -voorstellen, de amendementen en de interpellaties betreffende de problemen die tot hun bevoegdheid behoren.

Alleen de stemmingen zouden naar de voltallige vergadering van de Senaat worden verwezen.

Het spreekt vanzelf dat ieder senator toegang heeft tot een afdeling, ook wanneer hij daarvan geen lid is.

Deze hervorming heeft het voordeel dat de uiteraard beperkte auditoria van de vaste afdelingen uitsluitend zouden bestaan uit de leden die zich interesseren aan de behandelde problemen. Is het niet beter voor het prestige van het regime dat een begroting wordt behandeld in een kleine zaal, voor een 30- of 40-tal specialisten, eerder dan de bespreking aan te gaan in een zaal die 178 leden kan tellen, doch waar men slechts een dozijn of een twintigtal verspreide toehoorders telt ?

De belangrijkste verdienste van de hervorming zou evenwel bestaan in de aanzienlijke tijd die vrijkomt voor het werk in de commissies. Terwijl één of twee vaste afdelingen vergaderen, zouden alle andere vaste commissies hun werkzaamheden kunnen voortzetten. In het huidige stelsel komen deze commissies maximum een halve dag per week samen, d.w.z. gedurende ongeveer twee uur en half. Geen enkel werk van lange adem kan in dit ritme tot een goed einde worden gebracht.

De verwezenlijking van de hervorming veronderstelt dat ieder lid van de vergadering deel moet uitmaken van twee vaste commissies, die tot dezelfde afdeling behoren. Het zou bijgevolg wenselijk zijn dat de Senaat eveneens zou overgaan tot de aanwijzing van plaatsvervangers, zoals dit reeds in de Kamer gebeurt.

Het lijkt ons noodzakelijk van bij de aanvang een opwerping te ontzenuwen, die ongetwijfeld zal worden gemaakt. Men zal zeggen dat het niet ernstig is in de afdelingen wetsontwerpen of -voorstellen te behandelen, amendementen te discussiëren, een interpellant en het antwoord van de Regering te aanhoren en nadien in openbare vergadering de stemming te vragen aan parlementairen die aan deze besprekingen niet hebben deelgenomen. Hoe zouden zij een stemming met kennis van zaken kunnen uitbrengen ?

La réponse doit être franche. Que se passe-t-il à présent ?

Une vingtaine de membres sont en séance lors de pareilles discussions. Lorsqu'un vote doit intervenir, la sonnette actionnée sur l'ordre du président, appelle en séance tous ceux qui siègent en commissions ou se trouvent dans les couloirs. Ils votent aujourd'hui comme ils voteront dans le système proposé, en s'en remettant à l'appréciation des spécialistes de leur groupe qui ont suivi les débats. Cette situation est la résultante de la spécialisation irréversible du travail parlementaire.

Il convient cependant, en toute objectivité, de rappeler que beaucoup de matières, traitées en séance, ont fait l'objet de discussions au sein des groupes politiques, discussions au cours desquelles les spécialistes ont eu l'occasion d'initier leurs collègues. Cette information utile demeurera, bien entendu, dans la nouvelle procédure proposée.

Mais l'avantage du nouveau système, c'est la possibilité de multiplier le travail en commission et de traiter les affaires de manière approfondie en intéressant tous les spécialistes.

La mise en œuvre de la réforme réglementaire comporte :

1° l'insertion dans le règlement du Sénat de la section permanente avec l'indication du regroupement des commissions permanentes qui la constituent;

2° la détermination des compétences : discussion des budgets des divers ministères, discussion des projets et propositions de loi, des interpellations leur renvoyés — le vote définitif étant réservé à l'assemblée plénière;

3° l'institution d'une Conférence des Présidents pour proposer à l'assemblée la répartition des tâches, c'est-à-dire le renvoi aux sections compétentes de certains projets, propositions et interpellations.

Après l'adoption de la réforme, la procédure parlementaire se déroulera dès lors de la manière suivante :

1) Aucune modification n'intervient pour les matières qui ne sont pas de la compétence des sections permanentes : déclarations gouvernementales; discussion de la politique générale à l'occasion du vote du budget des voies et moyens; plan économique; matières traitées par la commission des Finances; projets ou propositions de loi et interpellations non renvoyés aux sections permanentes.

2) Pour les budgets des divers départements et pour les matières inscrites à l'ordre du jour d'une section ou d'une réunion conjointe de sections :

Wij willen hierop een openhartig antwoord geven. Wat gebeurt er op dit ogenblik ?

Een twintigtal leden zijn in vergadering bij dergelijke besprekingen. Wanneer de stemming moet plaatsvinden, rinkelt, op bevel van de voorzitter, de bel die alle leden die in de commissies zitten of zich in de wandelgangen bevinden, in vergadering roept. Zij stemmen thans zoals zij in het voorgestelde stelsel zullen stemmen, door zich te verlaten op het oordeel van de specialisten van hun fractie die de debatten gevolgd hebben. Deze toestand is het resultaat van de onontkoombare specialisatie van het parlementair werk.

Men dient nochtans, in volle objectiviteit, in herinnering te brengen dat vele problemen, die in de vergadering worden behandeld, het voorwerp hebben uitgegaan van besprekingen in de schoot van de politieke groepen, tijdens dewelke de specialisten de gelegenheid gehad hebben hun collega's in te wijden. Deze informatie blijft vanzelfsprekend nuttig in de nieuwe voorgestelde procedure.

Het voordeel van het nieuwe stelsel bestaat echter in de mogelijkheid om de werkzaamheden in de commissie uit te breiden en de grondige behandeling van de zaken mogelijk te maken door alle specialisten hieraan te interesseren.

De verwezenlijking van de hervorming van het reglement vereist :

1° het inschrijven, in het reglement van de Senaat, van de vaste afdelingen met de hergroepering van de vaste commissies die haar samenstellen;

2° het aflijnen van de bevoegdheden : bespreking van de begrotingen van de verschillende ministeriële departementen, van de wetsontwerpen en -voorstellen, van de overgezonden interpellaties : de definitieve stemming blijft echter voorbehouden aan de plenaire vergadering;

3° het instellen van een Conferentie van de voorzitters om aan de vergadering de verdeling van de taken voor te stellen, d.w.z. de verwijzing naar de vaste afdelingen van bepaalde ontwerpen, voorstellen en interpellaties.

Na de invoering van de hervorming zal de parlementaire procedure bijgevolg op de hiernavolgende wijze verlopen :

1) Er is geen enkele wijziging voor de materies die niet behoren tot de bevoegdheid van de vaste afdelingen : regeringsverklaringen; bespreking van de algemene politiek naar aanleiding van de stemming over de begroting van 's Rijksmiddelen; economisch plan; materies die door de commissie van financiën worden behandeld; wetsontwerpen of -voorstellen en interpellaties die niet naar de vaste afdelingen worden verwezen.

2) Voor de begrotingen van de verschillende departementen en voor de materies die worden ingeschreven op de agenda van een afdeling of van een gezamenlijke vergadering van verschillende afdelingen :

a) Ces matières seront, comme actuellement, renvoyées à la commission compétente au sein de laquelle la procédure se déroulera sans changement jusque et y compris l'adoption du rapport.

b) Le budget, le projet ou la proposition de loi, dans le texte éventuellement amendé par la commission, sera, avec le rapport, inscrit à l'ordre du jour de la section compétente — où la discussion se déroulera comme elle se déroule actuellement en séance plénière du Sénat. Des amendements aux textes servant de base à la discussion (à savoir : le texte adopté par la commission) pourront être déposés, défendus et éventuellement adoptés. Les amendements devront, à peine d'irrecevabilité, être déposés avant l'adoption de l'article auquel ils se rapportent. La section se prononce par vote, sur les amendements, les articles et sur l'ensemble.

c) Si le texte adopté par la commission est adopté par la section, sans amendement, il est inscrit à la première séance plénière du Sénat qui se prononce par des votes sur les articles et sur l'ensemble, sans débat, aucun amendement n'étant encore recevable.

d) Si le texte adopté par la commission a été amendé par la section, ce texte modifié est envoyé aux sénateurs et inscrit à l'ordre du jour du Sénat. Lorsque le point est appelé, le président de la section ou un membre de la section à ce délégué, fait au Sénat un rapport oral sur les travaux de la section pour expliquer la portée des modifications apportées au texte de la commission. Des amendements tendant à rétablir le texte de la commission auront pu être déposés. Ils seront mis au vote, sans débat. Les votes sur les articles et sur l'ensemble interviendront également, sans débat.

e) Après les interpellations débattues en section, il est procédé au vote sur les motions éventuelles. Ce vote est ensuite inscrit à l'ordre du jour de la séance plénière du Sénat. Avant qu'il ne soit procédé au vote, le président de la section ou un membre de la section à ce délégué donne lecture des ordres du jour qui avaient été déposés en section et indique le résultat du vote intervenu en section. Le Sénat procède ensuite au vote sans débat.

M.-A. PIERSON.

PROPOSITION

I. Insérer dans le Règlement du Sénat un chapitre 3bis ayant pour titre « De la Conférence des Présidents » et comprenant un article 16bis :

« Article 16bis. — § 1^{er}. La Conférence des Présidents comprend le président et les vice-présidents du

a) Deze materies zullen, zoals thans, worden verwezen naar de bevoegde commissie waar de procedure zal verlopen zonder wijziging tot en met inbegrip van de aanneming van het verslag.

b) De begroting, het wetsontwerp of het wetsvoorstel zal, in de eventueel door de commissie gewijzigde vorm, samen met het verslag worden ingeschreven op de agenda van de bevoegde afdeling, waar de bespreking zal verlopen zoals zij thans in de voltallige zitting van de Senaat verloopt. Amendementen op de teksten die tijdens de bespreking voorliggen (d.w.z. de door de commissie aanvaarde tekst) zullen kunnen worden neergelegd, verdedigd en eventueel aanvaard. De amendementen zullen, op straf van niet-ontvankelijkheid, moeten worden neergelegd vóór de aanneming van het artikel waarop zij betrekking hebben. De afdeling spreekt zich uit bij stemming, over de amendementen, de artikelen en over het geheel.

c) Wanneer de door de commissie aanvaarde tekst zonder amendement door de afdeling wordt aangenomen, wordt hij ingeschreven op de eerste plenaire zitting van de Senaat die zich uitsprekt, bij stemming, over de artikelen en over het geheel, zonder bespreking; geen enkel amendement is nog ontvankelijk.

d) Wanneer de door de commissie aangenomen tekst door de afdeling werd gewijzigd, wordt deze gewijzigde tekst naar de senatoren gestuurd en ingeschreven op de dagorde van de Senaat. Wanneer het punt wordt behandeld, brengt de voorzitter van de afdeling of een daartoe aangeduid lid van de afdeling bij de Senaat een mondeling verslag uit over de werkzaamheden van de afdeling om de draagwijdte van de aan de tekst van de commissie aangebrachte wijzigingen toe te lichten. Op dit ogenblik kunnen nog amendementen om de tekst van de commissie te herstellen worden ingediend. Zij zullen ter stemming worden gelegd, zonder bespreking. Ook de stemmingen over de artikelen en over het geheel zullen plaatsvinden, zonder bespreking.

e) Na de bespreking van de interpellaties in de afdelingen, wordt overgegaan tot de stemming over eventuele moties. Deze stemming wordt nadien ingeschreven op de dagorde van de plenaire zitting van de Senaat. Vooraleer over te gaan tot de stemming, geeft de voorzitter van de afdeling of een daartoe aangeduid lid van de afdeling lezing van de moties die in de afdeling werden neergelegd en geeft hij het resultaat van de stemming die in de afdeling werd gehouden. Daarop gaat de Senaat over tot de stemming, zonder bespreking.

VOORSTEL

I. Een hoofdstuk 3bis inlassen met als titel « Conferentie van de voorzitters » en waarvan de inhoud als volgt luidt :

« Artikel 16bis. — § 1. De Conferentie van de voorzitters bestaat uit : de voorzitter en de ondervoorzit-

Sénat, les anciens présidents du Sénat, le président de chaque groupe politique et, pour les groupes comptant plus de vingt-cinq membres, un délégué supplémentaire.

» Les présidents des commissions permanentes ou spéciales peuvent être entendus.

» § 2. La Conférence se réunit le mercredi ou le jeudi sur convocation du président du Sénat.

» Le premier ministre est informé par le président du jour et de l'heure de la Conférence. Il peut y assister ou y déléguer un de ses collègues.

» § 3. Le président soumet pour ratification au Sénat l'ordre des travaux des séances plénières et des séances des sections permanentes, proposé par la Conférence des Présidents, après répartition des points à l'ordre du jour et renvoi aux sections permanentes des projets ou propositions rapportés et des demandes d'interpellations ».

II. A l'article 17, insérer *in fine* du 1^{er} paragraphe le texte suivant :

« L'ordre du jour est présenté par le Président sur proposition de la Conférence des Présidents. Il concerne tant les travaux de l'assemblée que ceux des sections permanentes. Dans la mesure du possible, il est établi au moins huit jours à l'avance. »

III. A. A l'article 33, remplacer les troisième et quatrième alinéas par le texte suivant :

« La demande d'interpellation est renvoyée à la Conférence des Présidents qui propose soit l'inscription à l'ordre du jour de la section compétente, soit l'inscription à l'ordre du jour de la séance plénière.

» Le Sénat statue et l'interpellation est inscrite à la suite de l'ordre du jour soit du Sénat, soit de la section permanente à laquelle elle est renvoyée.

» Le Sénat peut également décider que l'interpellation ne sera pas développée lorsque son objet est d'un intérêt purement privé ou local ou de nature à porter préjudice à l'intérêt général.

» Sur demande d'un cinquième des membres présents, exprimée après la lecture de la déclaration écrite visée au deuxième alinéa du présent article, l'urgence peut être sollicitée.

» Le Sénat décide si l'interpellation a lieu à une séance plus rapprochée, soit de la section, soit de l'assemblée.

» D'accord avec le gouvernement, le Sénat peut décider que l'interpellation sera fixée au cours de la séance même. »

ters van de Senaat, de gewezen voorzitters van de Senaat, de voorzitter van elke politieke fractie, en een bijkomende afgevaardigde van de fracties die meer dan vijftientig leden tellen.

» De voorzitters van de vaste commissies en van de bijzondere commissies kunnen worden gehoord.

» § 2. De conferentie vergadert de woensdag of de donderdag, op bijeenroeping door de voorzitter van de Senaat.

» De eerste minister wordt door de voorzitter in kennis gesteld met dag en uur van de conferentie. Hij kan de conferentie bijwonen of er een van zijn ambtgenoten naar afvaardigen.

» § 3. De voorzitter legt aan de Senaat ter goedkeuring voor, de regeling van de werkzaamheden van de plenaire vergaderingen en van de vergaderingen der vaste afdelingen, voorgesteld door de conferentie van de voorzitters, na verdeling van de agendapunten en na de verwijzing naar de vaste afdelingen van de ontwerpen en voorstellen waarover verslag is uitgebracht, en van de interpellatieverzoeken. »

II. In artikel 17, *in fine* van de eerste paragraaf, de hiernavolgende tekst inlassen :

« De agenda wordt door de Voorzitter, op voorstel van de Conferentie van de voorzitters. Zij heeft betrekking zowel op de werkzaamheden van de Vergadering als op die van de vaste afdelingen. In de mate van het mogelijke, wordt zij ten minste acht dagen vooraf. »

III. A. In artikel 33 worden de derde en de vierde alinea vervangen door de volgende tekst :

« Het interpellatieverzoek wordt verwezen naar de Conferentie van de voorzitters, die voorstelt om het punt hetzij in de bevoegde afdeling, hetzij in de voltallige vergadering aan de orde te stellen.

» De Senaat beslist en de interpellatie wordt op de agenda geplaatst, hetzij van de Senaat, hetzij van de vaste afdeling naar welke zij is verwezen.

» De Senaat kan eveneens beslissen de interpellatie niet te horen wanneer haar voorwerp van louter privé of plaatselijk belang is of het algemeen belang kan schaden.

» Op verzoek van één vijfde der aanwezige leden, uitgedrukt na voorlezing van de in het tweede lid van dit artikel bedoelde schriftelijke verklaring, kan spoedbehandeling worden aangevraagd.

» De Senaat beslist of de interpellatie zal gehoord worden tijdens een vroegere vergadering, hetzij van de afdeling, hetzij van de algemene vergadering.

» In overeenstemming met de Regering kan de Senaat beslissen dat de interpellatie zal worden gehouden tijdens de vergadering zelf. »

B. Ajouter *in fine* de l'article 33, le texte suivant :

« La section permanente procède au vote sur les ordres du jour déposés en conclusion des interpellations développées devant elle en appliquant les règles ci-dessus.

» Le vote sur ces ordres du jour est ensuite inscrit à l'ordre du jour du Sénat. Avant qu'il y soit procédé, le Président de la section ou un membre à ce délégué donne lecture des ordres du jour qui avaient été déposés et indique le résultat du vote intervenu en section. Le Sénat procède ensuite au vote, sans débat. »

IV. A l'article 35, rédiger les deux dernières lignes de la manière suivante :

« ... ni s'abstenir d'assister à une séance de section ou de commission dont il est membre, sans en avoir prévenu le Président de cette section ou de cette commission. »

V. Commencer l'article 46 par le texte suivant :

« La discussion des projets et propositions a lieu en section permanente ou en séance plénière du Sénat suivant ce qui en est décidé par l'assemblée sur proposition de la Conférence des Présidents.

» Le présent article et les articles 47, 48, 48bis et 49 s'appliquent dans les deux cas. Les votes définitifs sur les amendements, sur les articles et sur l'ensemble sont toujours émis en séance plénière. »

VI. Insérer un nouvel article 49bis rédigé comme suit :

« § 1. Si le texte proposé par la commission est adopté, sans amendement, par la section, il est inscrit à l'ordre du jour de la première séance du Sénat qui se prononce par des votes sur les articles et sur l'ensemble sans débat, aucun amendement n'étant plus recevable après le vote sur l'ensemble intervenu en section.

» § 2. Si le texte proposé par la Commission a été amendé par la section, c'est le texte amendé qui est envoyé aux sénateurs et pris en considération par le Sénat.

» Lorsque le point est appelé, le Président de la section ou un membre à ce délégué par elle fait au Sénat un rapport oral sur les travaux de la section pour expliquer la portée des modifications apportées au texte de la commission.

» Des amendements tendant à rétablir le texte de la commission auront pu être déposés. Ils seront mis aux voix, sans débat.

B. *In fine* van artikel 33 de hiernavolgende tekst toevoegen :

« De vaste afdeling gaat over tot de stemming over de moties tot besluit van de voor haar ontwikkelde interpellaties volgens de hierboven bepaalde regelen.

» De stemming over de moties wordt vervolgens geplaatst op de agenda van de Senaat. Vooraleer tot de stemming wordt overgegaan, doet de voorzitter van de afdeling of een daartoe aangewezen lid voorlezing van de moties die werden ingediend en deelt hij het resultaat mee van de in de afdeling gehouden stemming. De Senaat gaat nadien, zonder bespreking, tot de stemming over. »

IV. De drie laatste regels van artikel 35 wijzigen als volgt :

« ... noch nalaten de vergadering van een commissie of afdeling waarvan hij lid is, bij te wonen, zonder de voorzitter van deze commissie of afdeling verwittigd te hebben. »

V. Bij de aanvang van artikel 46 de volgende tekst inlassen :

« De bespreking van de ontwerpen en voorstellen heeft plaats in de vaste afdeling of in de voltallige vergadering van de Senaat, al naar hetgeen daaromtrent door de vergadering wordt beslist op voorstel van de Conferentie van de voorzitters.

» Dit artikel en de artikelen 47, 48, 48bis en 49 zijn in beide gevallen van toepassing. De definitieve stemmingen over de amendementen, de artikelen en het geheel worden steeds in de voltallige vergadering uitgebracht. »

V. Een nieuw artikel 49bis inlassen, waarvan de tekst luidt als volgt :

« § 1. Indien de door de commissie voorgestelde tekst zonder amendering door de afdeling wordt aanvaard, wordt hij gebracht op de agenda van de eerste vergadering van de Senaat, die zich, zonder bespreking, uitspreekt door stemmingen over de artikelen en over het geheel. Geen enkel amendement is nog ontvankelijk na de in de afdeling uitgebrachte stemming over het geheel.

» § 2. Indien de door de commissie voorgestelde tekst door de afdeling werd gewijzigd, wordt de gewijzigde tekst aan de senatoren rondgedeeld en door de Senaat in overweging genomen.

» Wanneer het punt ter sprake komt, brengt de Voorzitter van de afdeling of een daartoe aangewezen lid, bij de Senaat een mondeling verslag uit over de werkzaamheden van de afdeling om de draagwijdte van de in de tekst van de commissie aangebrachte wijzigingen toe te lichten.

» Amendementen om de oorspronkelijke tekst van de commissie te herstellen, kunnen worden ingediend. Zij worden in stemming gebracht, zonder bespreking.

» Les votes sur les articles et sur l'ensemble auront lieu ensuite, également sans débat. »

VII. Remplacer l'article 53 par le texte suivant :

« La discussion des budgets, après examen en commission et dépôt du rapport, a toujours lieu en section permanente, exception faite pour le budget des Voies et Moyens et des Finances.

» Les articles 22, 27 et 47 sont applicables aux débats en section permanente.

» Si le budget est adopté en section sans amendement, tel qu'il a été approuvé en commission, il est inscrit à l'ordre du jour de la première séance du Sénat et y sera mis aux voix, sans débat.

» Si un ou des amendements ont été adoptés en section, le président de celle-ci ou un membre à ce délégué, fera rapport oral au Sénat pour expliquer la portée des amendements adoptés.

» Des amendements tendant à supprimer les modifications apportées en section auront pu être déposés. Ils seront mis aux voix sans débat. Ensuite, le budget sera mis aux voix, également sans débat.

» Sauf décision contraire de l'assemblée :

» 1. la priorité est assurée à la discussion et au vote des budgets, dès leur dépôt;

» 2. dans la discussion des articles, le temps de parole des orateurs est limité à dix minutes. »

VIII. A l'article 55, ajouter *in fine* :

« Chaque groupe est également représenté par un nombre de commissaires suppléants égal à la moitié du nombre de ses commissaires effectifs avec un minimum de un suppléant. »

IX. Supprimer l'article 61.

X. Insérer un chapitre 8bis intitulé « Des sections permanentes ».

« Article 62bis. — Les commissions permanentes, à l'exception de la commission des Finances et du Budget sont réparties en cinq sections permanentes d'après le tableau de répartition des matières ci-dessous.

« a) *Section économique* : Affaires Economiques, Agriculture, Travaux Publics, Communications et P.T.T., Classes Moyennes.

» De stemmingen over de artikelen en over het geheel hebben vervolgens plaats, eveneens zonder bespreking. »

VII. Artikel 53 vervangen door de hiernavolgende tekst :

« Na onderzoek in de commissie en indiening van het verslag, heeft de bespreking van de begrotingen steeds plaats in de vaste afdelingen, met uitzondering van de begrotingen van 's Rijks middelen en van Financiën.

» De artikelen 22, 27 en 47 zijn van toepassing op de besprekingen in de vaste afdeling.

» Indien de begroting in de afdeling wordt aangenomen zonder amendement, zoals zij in de commissie is goedgekeurd, wordt zij geplaatst op de agenda van de eerstvolgende vergadering van de Senaat en in stemming gebracht, zonder bespreking.

» Indien een of meer amendementen door de afdeling zijn aangenomen, brengt de voorzitter van de afdeling of een daartoe aangewezen lid mondeling verslag uit bij de Senaat om de draagwijdte van de aangenomen amendementen toe te lichten.

» Amendementen die strekken om de in de afdeling aangebrachte wijzigingen te doen vervallen, kunnen worden ingediend. Zij worden in stemming gebracht, zonder bespreking. Vervolgens wordt de begroting in stemming gebracht, eveneens zonder bespreking.

» Behoudens andersluidende beslissing van de vergadering :

» 1. wordt voorrang gegeven aan de bespreking en aan de stemmingen over de begrotingen, zodra zij zijn ingediend;

» 2. wordt bij de artikelsgewijze behandeling de spreektijd beperkt tot ten hoogste tien minuten. »

VIII. Bij artikel 55, *in fine*, toevoegen :

« Iedere fractie is eveneens vertegenwoordigd door plaatsvervangende commissieleden, waarvan het aantal gelijk is aan de helft van haar vaste commissieleden, met een minimum van één plaatsvervanger. »

IX. Artikel 61 schrappen.

X. Een hoofdstuk 8bis inlassen met als titel « Vaste afdelingen » :

« Artikel 62bis. — De vaste commissies, met uitzondering van de Commissie voor de Financiën en voor de Begroting, worden in 5 vaste afdelingen ondergebracht volgens de hiernavolgende tabel met de verdeling der materies :

» a) *Economische afdeling* : Economische Zaken, Landbouw, Openbare Werken, Verkeerswezen en P.T.T., Middenstand.

» b) *Section scientifique* : Education Nationale, Politique Scientifique (1), Culture.

» c) *Section Politique extérieure* : Affaires Etrangères, Commerce Extérieur, Coopération au Développement, Défense Nationale, Affaires Européennes.

» d) *Section sociale* : Prévoyance sociale, Emploi et Travail, Famille et Logement, Santé publique.

» e) *Section des Affaires Intérieures* : Intérieur, Fonction Publique, Affaires Générales, Justice.

» Toute section permanente est composée des membres effectifs et suppléants des Commissions permanentes regroupées au sein de la section.

» Tout membre du Sénat peut assister aux séances des sections permanentes.

» Les sections permanentes sont présidées par le président et les vice-présidents du Sénat. Le président préside la ou les sections auxquelles il s'attache. Il répartit la présidence des autres sections entre les vice-présidents.

» En cas d'empêchement du président et des vice-présidents, la section est présidée par le plus ancien des présidents de commissions permanentes composant la section.

» Les séances des sections sont publiques.

» La section est compétente pour discuter les budgets rapportés par les commissions permanentes qui la composent.

» Elle discute des projets ou propositions de lois qui ont été rapportées par les commissions permanentes qui la composent et que le Sénat n'a pas inscrits à l'ordre du jour de sa séance plénière.

» Elle entend les interpellations dirigées aux ministres dont les attributions sont de la compétence des commissions permanentes qui la composent et que le Sénat n'a pas inscrites à l'ordre du jour de sa séance plénière.

» La section charge son président ou désigne un de ses membres pour présenter au Sénat le rapport oral sur ses travaux dans les cas prévus au présent règlement.

» Les dispositions du présent règlement relatives à la police de la tribune, au rappel à la question, aux votes et quorum, à la clôture de la discussion, à l'envoi des discours au *Moniteur*, aux mesures d'ordre, à

» b) *Afdeling Wetenschapsbeleid* : Nationale Opvoeding, Wetenschapsbeleid (1), Kultuur.

» c) *Afdeling Buitenlandse politiek* : Buitenlandse Zaken, Europese Zaken, Buitenlandse Handel, Ontwikkelingssamenwerking, Landsverdediging.

» d) *Sociale afdeling* : Tewerkstelling, Arbeid en Sociale Voorzorg, Gezinszorg en Huisvesting, Volksgezondheid.

» e) *Afdeling Binnenlandse Zaken* : Binnenlandse Zaken, Openbaar Ambt, Algemene Zaken, Justitie.

» Iedere vaste afdeling is samengesteld uit de vaste leden en plaatsvervangers van de vaste commissies, die in de afdeling zijn gegroepeerd.

» Ieder lid van de Senaat kan de vergaderingen van de vaste afdelingen bijwonen.

» De vaste afdelingen worden voorgezeten door de voorzitter en de ondervoorzitters van de Senaat. De voorzitter zit de afdeling(en) voor, waarvan hij deel uitmaakt. Hij verdeelt het voorzitterschap van de andere afdelingen tussen de ondervoorzitters.

» Bij verhindering van voorzitter en ondervoorzitters wordt de afdeling voorgezeten door de oudste onder de voorzitters van de vaste commissies waaruit de afdeling is samengesteld.

» De vergaderingen van de afdelingen zijn openbaar.

» De afdeling is bevoegd om de begrotingen te bespreken, waarover verslag is uitgebracht door de vaste commissies waaruit de afdeling is samengesteld.

» Zij bespreekt de wetsontwerpen of -voorstellen waarover verslag is uitgebracht door de vaste commissies waaruit zij is samengesteld en die de Senaat niet heeft geplaatst op de agenda van de voltallige vergadering.

» Zij hoort de interpellaties die gericht zijn tot de Ministers wier bevoegdheden samenvallen met de bevoegdheid van de vaste commissies waaruit de afdeling is samengesteld en die de Senaat niet heeft geplaatst op de agenda van de plenaire vergadering.

» De afdeling belast haar voorzitter of wijst een van haar leden aan om bij de Senaat mondeling verslag uit te brengen over haar werkzaamheden in de in dit reglement voorziene gevallen.

» De bepalingen van dit reglement betreffende de spreekrecht, de verwijzing naar de zaak, de stemmen en het kworum, de sluiting der bespreking, de toezending van redevoeringen aan het *Staatsblad*.

(1) Partant de l'idée que le parlement sera amené à constituer une commission permanente pour la politique scientifique.

(1) Wij gaan uit van de idee dat het Parlement zal dienen over te gaan tot de oprichting van een vaste commissie voor Wetenschapsbeleid.

la police de l'assemblée sont applicables aux réunions des sections permanentes.

» Une section permanente ne peut entamer ses travaux que si la majorité des membres qui la composent sont présents. »

de ordemaatregelen, de tucht van de vergadering van toepassing op de vergaderingen van de v. afdelingen.

» Een vaste afdeling kan haar werkzaamhe slechts aanvatten wanneer de meerderheid van leden waaruit zij is samengesteld, aanwezig zijn. »

M.A. PIERSON.

P. DESCAMPS.

P. HERBIET.

E. VAN BOGAERT.

R. VANDEKERCKHOVE.

H. VANDERPOORTEN.